

du village



à la nation

Ayant recouvré son indépendance depuis 1960, Madagascar reste toujours un pays dont la population est essentiellement rurale. Aussi peut-on encore observer dans les villages — surtout de la périphérie, en dehors des villes et bourgs créés ou développés durant la période coloniale — la société «traditionnelle» qui continue à fonctionner tant bien que mal malgré l'intrusion des agents de l'Etat, des confessions chrétiennes et de l'économie marchande. Face à l'assaut du «modernisme» qui ne signifie pas toujours progrès, le village apparaît comme le refuge de la «tradition», qui n'est pas nécessairement conservatisme réactionnaire. Le Malgache, attaché à son village — qu'il y vive ou non, qu'il le proclame ou non — est aussi attaché au territoire plus vaste (région) qui comprend ce village, qu'à la nation à laquelle il appartient. Ces fidélités au village, à la région, à la nation, d'abord successives, ensuite simultanées, ne sont pas exclusives les unes des autres. Au contraire, elles consolident l'indépendance et l'unité nationales.

les communautés villageoises

Dès que l'on parle de la société malgache, surtout de la société rurale, on pense immédiatement à l'institution de la communauté villageoise plus connue sous la dénomination de **fokonolona**. Les auteurs, tant étrangers que malgaches, qui se sont penchés sur l'institution lui ont donné des définitions parfois contradictoires, souvent complémentaires. Partielles, elles ne tiennent compte ni de l'évolution dans le temps de la communauté villageoise, ni de sa diversité dans l'espace.

A Madagascar, avant la création des grands royaumes, les hommes se sont, dans la plupart des cas, organisés en unités de résidence fondées sur la parenté. Fondé et habité par un lignage ou un clan, il est le centre de la vie sociale. Mais, pour de multiples raisons, ce village-lignage peut éclater. Ainsi, la pression

démographique entraîne souvent le départ de la branche cadette du lignage qui crée alors un nouveau village situé, la plupart du temps, à l'intérieur ou à proximité du territoire appartenant au lignage d'origine ou au clan auquel est rattaché le groupe. Les villages créés de la sorte forment alors un ensemble d'unités de résidences liées entre elles par le sang ou la parenté. Mais, parfois, des dissensions entre branches aînée et cadette peuvent entraîner l'éclatement du village-lignage. Les segments obligés de partir s'établissent alors, soit non loin du village-mère à l'intérieur du territoire clanique, soit dans une autre aire qui échappe au contrôle du clan. Dans ce dernier cas, les segments dissidents se regroupent avec d'autres lignages établis avant eux dans ce territoire, ou se placent sous la dépendance du roi de la région qui leur attribue des terres. Mais alors, ils ne forment avec les autres lignages, à l'intérieur de leur nouveau territoire, qu'une

communauté de résidence, laquelle n'est plus fondée sur la seule parenté. Néanmoins, des villages ou des quartiers de village peuvent être habités par des hommes de même origine ; ils gardent ainsi leur caractère de village-lignage.

Un survol de l'histoire merina permet de voir l'évolution de la communauté villageoise, et donc ses différents visages et fonctions.

Condominas (1) présente le **fokon'olona** comme «un clan (ou parfois un lignage) de type patrilinéaire et patrilocal unissant sur un même territoire (**fokontany**) les descendants d'un même ancêtre (**razana**) dont la tombe constitue le pôle mystique où le groupe vient retrouver sa cohésion.» Et il continue : «Le fokon'olona, réduit à l'origine à un village perché au sommet d'une colline (**vohitra**), peut avoir essaimé en d'autres villages dotés de terrains et de nouvelles tombes, mais conservant avec le village-mère des liens étroits renforcés par une similitude de coutumes et d'interdits (**fady**).» Les **vohitra** apparaissent donc à l'origine comme des villages-lignages, groupements-clés qui sont autant d'unités sociales, économiques et politiques. Mais avec la formation et surtout le développement de la monarchie d'Antananarivo, les villages n'ont plus leur unité et leur homogénéité d'antan.

A la suite de l'unification de l'Imerina tentée par Andriamasinavalona au début du XVIII^e s., des nobles, accompagnés d'alliés et de dépendants, quittent leur pays natal pour s'installer dans l'actuelle Vakinankaratra (2) où des villages se multiplient «par des apports constants de Betsileo et de Merina, émigrés volontairement ou fuyant les grands royaumes voisins» (3). A la fin du siècle, avec la disparition des guerres inter-villageoises — résultat

de la «paix royale» imposée par Andrianampoinimerina (1783-1810) — avec aussi les grands travaux d'aménagement de la plaine de Betsimitatatra, avec enfin la «colonisation» et la fortification de la partie occidentale de l'Imerina pour empêcher les incursions sakalava, des villages habités par des hommes appartenant à des lignages ou à des clans divers font leur apparition.

Les traditions attribuent à Andrianampoinimerina la décision de créer et d'organiser le **fokonolona**. Dans un travail récent, Dez (4) définit le **foko** (premier signifié qui est dans la dépendance de **olona** dans l'expression **fokonolona**) «comme étant le groupement que forment des individus en se réunissant pour délibérer... **Foko** désigne donc une forme de groupement, par référence à sa fonction». Réunissant des individus qui vivent généralement à proximité les uns des autres et qui, dans les anciens temps de l'Imerina, appartiennent au même clan ou au même lignage, le **foko** acquiert une signification territoriale et une signification familiale. Sous le règne d'Andrianampoinimerina, en raison de l'évolution démographique et grâce à la paix, des familles d'origines différentes se partagent l'exploitation des vallées et établissent de nouveaux modes de relations fondés sur la proximité de résidence et la communauté d'exploitation. Les familles transplantées et regroupées dans la plaine de Betsimitatatra ou dans les centres de colonisation agricole assurent la défense et la mise en valeur de leurs nouveaux territoires. Pendant ce temps les villages-lignages continuent à se distinguer les uns à l'égard des autres, et même se multiplient. Evoquant la situation de l'Imerina à la fin du XVIII^e s., Dez affirme que : «...aucun des groupements qui constituaient alors l'Imerina n'était comparable aux autres... Il n'y avait aucune uniformité.» Aussi, pour faciliter l'exercice de son pouvoir, Andrianampoinimerina a-t-il créé l'institution du **fokonolona** qui «superposait à toute cette variété de groupements, un type unique d'organisation fondé sur une réalité physique, la communauté de résidence, c'est-à-dire pratiquement, dans tous les cas, le village. Cela permettait l'adoption de mesures

(1) CONDOMINAS (Georges), **Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina**, Paris, Berger-Levrault, 1960, 235 p. (sur-tout pp. 24-25).

(2) FAUROUX (Emmanuel), **Dynamismes pré-coloniaux et transformations actuelles d'une communauté villageoise du Vakinankaratra**, Cahiers du Centre d'Etudes des Coutumes, n° X, 1974, pp. 61-91.

(3) MARCHAL (Jean-Yves), **Contribution à l'étude historique du Vakinankaratra : Evolution du peuplement dans la cuvette d'Ambohimambola, sous-préfecture de Betafo**, Bulletin de Madagascar, N° 250, mars 1967, pp. 241-280.

uniformes à l'égard de toutes ces organisations, sans qu'on ait désormais à se préoccuper de différences entre elles, et sans qu'elles-mêmes puissent se prévaloir de l'existence de telles différences» (Dez, 1975 : 39). Dès le règne de Radama I^{er} (1810-1828) qui voit l'extension du royaume merina, le **fokonolona**, jugé comme une cellule trop petite, subit des transformations successives. Ainsi, l'institution «est progressivement vidée du contenu de ses pouvoirs dont l'administration centrale qui se développe s'attribue l'exercice, notamment en matière judiciaire». Par ailleurs, le **fokonolona** devient un moyen d'agir sur la population pour l'exécution du **fanompoana** (corvée ou service imposé par le maître et rendu au maître) : recensement et service militaire, impôts, main-d'œuvre gratuite pour tous travaux exigés par le souverain, etc. Enfin, «le **fokonolona** prend l'allure d'une organisation de police sur ses membres pour la bonne observation de la législation royale» (Dez, 1975 : 42).

C'est ce **fokonolona**, cadre commode pour l'exercice de l'action administrative, relais dans la diffusion des ordres royaux, que la colonisation impose à tout l'ensemble de Madagascar, dans des régions où l'institution **fokonolona** — et non le groupement foko — était auparavant inconnue. On crée alors par exemple, dans le sud, des **fokon'ondaty** (équivalent du fokonolona) ayant chacun un territoire bien déterminé, le **fokontanà** (équivalent du fonkontany). Les textes de 1902, 1915 et 1944 imposent donc à Madagascar, dans un but d'uniformisation nécessaire à une administration fortement centralisée, un **fokonolona** légal qui double, mais ne supprime pas la communauté de base qui porte des noms différents selon les régions, mais qui est fondée sur la parenté et/ou la résidence, et dont l'assise territoriale est le village. La Première République malgache n'a rien changé à cette situation. Or, durant toute cette période, la communauté villageoise garde sa cohésion malgré les déplacements des hommes d'une région à l'autre de Madagascar. Cette cohésion est si forte que les migrants, quand ils le peuvent, gardent des relations suivies avec le village-mère qui est le **tanindrazana**, ou «terre

des ancêtres», et reconstituent là où ils s'installent une cellule semblable à la communauté villageoise. Cette cellule réunit les hommes de même origine qui construisent leurs maisons dans le même quartier d'une ville ou d'un port, ou parfois fondent un village à proximité des concessions où ils viennent travailler. Mais dans les zones d'immigration (5) (grandes villes, ports, les plaines rizicoles, les plantations...), le village peut n'être plus qu'un agglomérat de lignages ayant chacun son autonomie propre, car y coexistent des familles de **tompontany** (litt. maîtres de la terre, c'est-à-dire autochtones) et des immigrés d'origines diverses.

Les villages ne sont donc pas toujours homogènes. Mais même certains villages-lignages peuvent perdre un peu de leur cohésion et de leur solidité. C'est le cas par exemple des communautés villageoises du Betsimisaraka du nord (6) où l'action de l'administration, la pénétration du christianisme et l'introduction de l'économie monétaire ont contribué à la désintégration de l'organisation villageoise traditionnelle. Ainsi, des jeunes contestent ouvertement l'autorité des anciens, tel Joseph Amboalahy de Fasina (7) qui, rejeté par le **fokonolona** mais soutenu par les jeunes, s'est fait réintégrer au village par l'administration. Ailleurs, les pouvoirs des assemblées villageoises restent réels.

Dans le sud-ouest, tout individu redoute le rejet de la communauté qui peut être prononcé et exécuté malgré l'opposition de l'administration. Ottino (8) rapporte que : «En 1954, le nommé Mahazoatse, Masikoro d'Ambahikily, ancien combattant, est en litige pour une

(4) DEZ (Jacques), *Première structure malgache d'encadrement rural : le Fokonolona*, ASEMI, VI, 1, 1975, pp. 31-69.

(5) DESCHAMPS (Hubert), *Les migrations intérieures à Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 1959, 283 p.

(6) DANDOY (Gérard), *Terroirs et économies villageoises de la région de Vavatenina (côte orientale malgache)*, Paris, ORSTOM, collection «Atlas des structures agraires à Madagascar 1», 1973, 94 p., 8 cart. et 4 pl. H.T.

(7) FULGENCE (Fanony), *Fasina, dynamisme social et recours à la tradition*, Tananarive, Musée d'Art et d'Archéologie de l'Université, collection «Travaux et Documents», n° XIV, 1975, 394 p.

(8) OTTINO (Paul), *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*, Paris, Berger-Levrault, 1963, 375 p. (surtout p. 63, note 1).

affaire de terrain avec un habitant du même village. Les notables lui donnent tort... Mahazoatse ne veut pas respecter la décision et va se plaindre à l'administration qui lui donne gain de cause. Mahazoatse revient devant les notables qui confirment la première décision. Même jeu, il va à nouveau se plaindre au district, revient au village et prétend rentrer en possession du terrain. Les représentants des habitants l'avertissent alors solennellement qu'il doit renoncer à ses prétentions. Mahazoatse refuse, les conseils de plusieurs villages se réunissent et prononcent le rejet. Désormais il n'est plus désigné que sous le nom de **Vorondolo** — chouette — il est chassé du village. Les notables font savoir partout que toute personne qui aiderait le rejeté d'une manière ou d'une autre subirait le même sort. La femme et les enfants de Mahazoatse l'abandonnent. Il est interdit aux habitants du Mangoky de l'accueillir et de lui fournir quoi que ce soit, ne serait-ce qu'un verre d'eau. La publicité de la décision est assurée de Manja jusqu'à Manombo. Tous les groupes ethniques la respectent. Les commerçants pakistanais avertis refusent de prendre Mahazoatse dans leurs camions. Ce dernier, après avoir erré quelques temps dans la région a quitté le pays.»

Ce rejet de la communauté ou **fañariañ'andonake** a son équivalent dans les sociétés du sud-est. Par l'**akivy** qui correspond à la mise au ban de la société pendant un temps indéterminé : «Le coupable et sa famille (en général, tout le lignage) ne peuvent recevoir l'aide de quiconque ; on ne les visite plus ; si l'un d'eux meurt, ils devront veiller et enterrer seuls le cadavre. Situation, on le voit, intolérable, et qui ne peut durer que quelques mois tout au plus. Si la famille ne peut faire lever cette sanction, celle-ci équivaut à un rejet et elle doit quitter le village.» (9).

Homogènes ou hétérogènes, perdant une partie de leur autorité ou gardant leur pouvoir d'antan, les **fokonolona** réels sont des organismes bien vivants. Leur vitalité se manifeste par leur capacité de durer malgré des siècles de

pouvoirs royal et colonial. Mais le **fokonolona** désigne en fait des réalités diverses, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Si à l'origine, le sang ou la parenté a donné son unité, sa cohésion et son homogénéité internes à la communauté villageoise, depuis le XIX^e s. — unification de Madagascar commencée par la monarchie d'Antananarivo — et surtout depuis la colonisation française, c'est la communauté de résidence qui, dans certaines régions de l'île, explique la cohérence des groupes en présence dans un village.

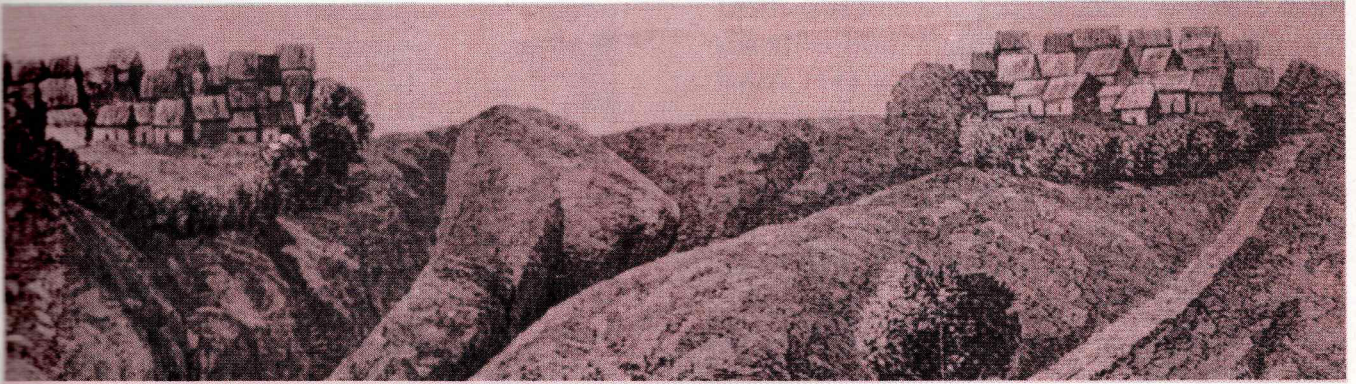
Malgré l'attrait des villes, le Malgache est attaché à son village où, inséré dans un réseau de relations, il trouve sa sécurité. Ainsi s'explique sa conscience d'appartenir à son village, conscience qui s'élargit progressivement jusqu'à embrasser la nation.

élargissement progressif du sens communautaire

A Madagascar, l'individu n'existe qu'en tant que membre d'une famille. Mais cette cellule de base, pourtant importante dans la vie sociale, n'est que très exceptionnellement autonome. Elle dépend d'un réseau familial plus vaste dans lequel elle s'insère et qui est le lignage. Or, très souvent, au lignage correspond le village.

La conscience d'appartenir à un **foko** se confond avec celle d'appartenir à un village. Et si même le lignage devenu trop grand éclate en plusieurs segments qui créent de nouveaux villages, et si les contraintes administratives, fiscales et économiques obligent les hommes à émigrer vers les villes, les ports, les plantations, le village reste le «pôle mystique» où les descendants d'un même ancêtre retrouvent leur cohésion. Pôle mystique, ce village est le «**tanindrazana**» premier, la terre ancestrale. Dans les régions non entièrement bouleversées par les rapports marchands et les pratiques européennes du cadastre, c'est à l'intérieur du territoire villageois que tout individu membre du village est assuré de trouver une parcelle cultivable pour assurer sa subsistance. Le **tanindrazana**, bien foncier hérité des an-

(9) CHANDON-MOET (Bernard), *Vohimasina, village malgache. Tradition et changement dans une société paysanne*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1972, 222 p. (citation : p. 66).



Villages betsileo, gravure de 1880.

cêtres, appartient donc à la communauté, les individus ne jouissant que du droit d'usufruit. Les habitants unis par la parenté et/ou la résidence vivent constamment dans une atmosphère de solidarité, solidarité aussi bien matérielle qu'affective, morale et politique. Cette solidarité entraîne l'existence d'une entraide pour exécuter les différents travaux.

Pôle mystique, le village est bien la terre des ancêtres. Tout y rappelle leur présence. Le **hazomanga** — poteau du culte ancestral pour les populations du sud et de l'ouest — est érigé dans le village-mère. C'est au pied de cet autel que le **mpitoka** (ou celui qui invoque), ou **mpisoro** (celui qui sacrifie) ou **mpitankazomanga** (détenteur du **hazomanga**) marie les jeunes gens qui veulent fonder un foyer, présente aux ancêtres le nouveau-né, procède à la circoncision des garçons de son lignage, demande la bénédiction des ancêtres et de(s) dieu(x). Dans les villages du sud-est existent un ou plusieurs **fatrangé**, une pierre de fondation, symbolisant la prise de possession du sol par les ancêtres. La place du **fatrangé** située à l'est de la **Tranobe** — maison commune à un groupe d'habitants, où se font les réunions et les cérémonies — est réservée aux rites d'offrande au Créateur et aux Ancêtres. En Imérina, c'est la **fasan-drazana** (tombeau ancestral) où les membres de la grande famille, éparpillés de leur vivant à cause de leurs charges administratives ou de leurs activités, se retrouvent réunis à leur mort, qui rappelle la cohésion du groupe. Ce tombeau de l'ancêtre, même si on n'y enterre plus, joue, à certaines occasions, le rôle de centre de ralliement pour les individus qui se fréquentent ou se connaissent à peine. Le **foko** Andriamborona d'Am-

bohimanga, étudié par Razafintsalama, n'avait plus en 1974 que deux membres résidents dans l'ancienne capitale d'Andrianampoinimerina, les autres étant dispersés à Antananarivo ou ailleurs. Les représentants de ce **foko** se disent actuellement **Terak'i Rainizaivelo** (de *teraka* : litt. nés de) — Rainizaivelo, descendant d'Andriamborona, a été pasteur d'Ambohimanga, de 1898 à 1901 —. «C'est la tombe de ce dernier que le groupe de descendance vient fleurir chaque année, le jour de la Toussaint, après quoi, il organise un pique-nique dans la propriété d'un de ses membres à l'entrée de la ville» (10). Mais si, avec le développement du christianisme, la tombe n'est plus un objet de culte, le village avec son église ou son temple reste un centre religieux où périodiquement les villageois et leurs cousins installés ailleurs (ou **zanaka ampielezana**) viennent se retrouver, communier ensemble et délibérer sur des questions intéressant le **foko** ou le **teraka**, la paroisse, le tombeau...

Ainsi, la fidélité au **tanindrazana**, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, la fidélité au village est une donnée première de la conscience malgache. La société que la plupart des Malgaches connaissent et au milieu de laquelle ils vivent est la société villageoise. Or, comme l'a si bien montré Andriamanjato : «... l'amour de la vie se présente comme un respect, une considération sans borne à l'égard de la société. La société n'est pas seulement une garantie pour l'individu, elle est aussi le lieu où l'individu s'épanouit et peut jouir pleinement de la vie. Le Malgache sent confusément la

(10) RAZAFINTSALAMA (Adolphe), *Histoire et tradition chez les Tsimahafotsy (Imerina, Madagascar)*, ASEMI, IV, 4, 1973, pp. 17-33 (citation, p. 28).

force et la puissance de la société et son effort consiste à s'intégrer totalement dans cette société pour s'approprier sa force.» (11) Ainsi s'explique le développement de la conscience lignagère du Malgache, et se justifie son attachement à son village qui est son **tanindrazana**.

Mais le village est inséré dans un ensemble territorial et social plus vaste qui le détermine dans une large part. En effet, après une série de segmentations, les différentes branches d'un foko peuvent vivre dans plusieurs villages qui, chacun, jouissant d'une indépendance totale pour tout ce qui concerne ses affaires intérieures, se concertent et prennent ensemble les décisions intéressant le foko. Mais certains foko ou certains segments de lignages peuvent vivre dans des aires où ils ont comme voisins non des parents, mais d'autres foko. Dans ce cas, lors de la période troublée d'avant le XIX^e s. pour les Hautes Terres, et le XX^e s. pour d'autres parties de Madagascar, ces communautés d'origines diverses nouent entre elles des alliances offensives et défensives, alliances cimentées souvent par des échanges matrimoniaux. Elles forment alors un groupement que l'on peut appeler tribu.

Plusieurs foko et tribus ont été regroupés par des dynasties conquérantes. Ralliés ou soumis par la force, ces foko sont insérés dans des états qui respectent leur autonomie, moyennant le paiement d'un tribut. L'absence de tout moyen véritable de coercition permanente explique en partie cette situation où, bien qu'elles soient dominées, les communautés villageoises restent autonomes et gardent leur structure égalitaire.

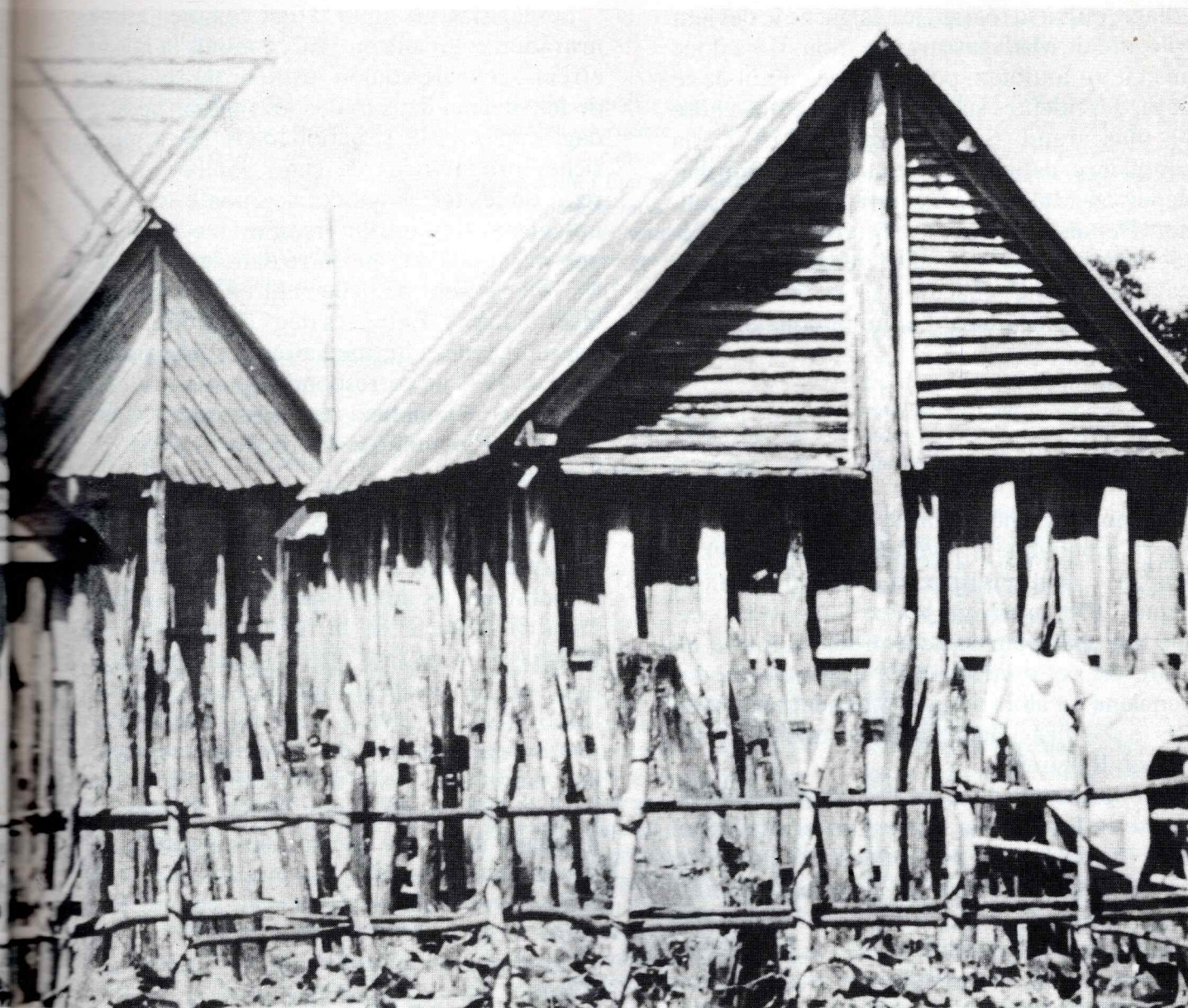
Chacun de ces grands royaumes ou confédérations (Sakalava, Merina, Betsileo, Betsimisaraka, Bara, Antanosy, Mahafaly, Sihanaka, etc.) correspond plus ou moins bien à une région géographique. Ces états, dont certains sont solidement structurés, s'opposent entre eux, les uns cherchant à assurer leur prépondérance sur les autres. Si donc à l'intérieur de chacun des royaumes les guerres inter-villageoises ont pratiquement disparu, des conflits permanents opposent entre eux deux



Evato en pays antemoro.

ou plusieurs états voisins. Ces guerres incessantes renforcent la cohésion aussi bien des hommes rassemblés sous l'autorité d'un roi et portant chez leurs voisins la désolation et la misère, que de ces derniers qui resserrent les liens qui les unissent pour pouvoir s'opposer aux attaques de leurs ennemis communs. Se constituent alors et s'individualisent des groupes régionaux dont la cohésion et l'unité se trouvent renforcées par la reconnaissance d'un même roi, par la multiplication des échanges matrimoniaux à l'intérieur de la région, par la participation à des activités communes (guerres de conquête ou de razzia, défense du royaume, travaux d'utilité publique...). A partir d'Andrianampoinimerina,

(11) ANDRIAMANJATO (Richard), *Le Tsiny et le Tody dans la pensée malgache*, Paris, *Présence africaine*, 1957, 101 p.



l'unité merina s'est forgée dans les travaux d'aménagement des marais de Betsimitatatra et dans les guerres dirigées contre les populations voisines afin d'assurer la sécurité du royaume.

Ainsi, le cadre géographique et les vicissitudes politiques ont donné à ces groupes régionaux ou groupes historiques leur personnalité. Le village est alors intégré dans une région. Le Malgache, fidèle à son village, éprouve de plus en plus de l'attachement à sa région. La fidélité à l'égard de cette dernière s'affermi, sans exclure la conscience villageoise.

Les résistances à la conquête française, la contestation de l'ordre colonial et la volonté de retrouver la dignité et l'indépendance per-

dues ont montré aux différents groupes régionaux malgaches que leur combat doit être le même. Leur commune sujétion à la France leur a fait redécouvrir leur unité, unité ethnique et unité linguistique. En effet, la région est intégrée à l'ensemble de l'île et les communications, plus faciles et plus sûres, ont favorisé les contacts pacifiques et non plus belliqueux entre les habitants des régions. La propagande des nationalistes cherche à éduquer ces derniers et à leur inculquer que le **tanindrazana** n'est pas seulement le village, mais aussi l'île entière, Madagascar.

Ainsi le combat commun contre la colonisation française est l'un des principaux levains de la conscience nationale. Fidèle d'abord à son

village, puis à sa région, le Malgache le devient à l'égard de Madagascar, sa nation. Il y a donc eu et il y a toujours, pour chaque enfant de ce pays, des fidélités successives à quelque chose de plus grand. Si, à la fin du XIX^e s., la conscience nationale n'était pas universelle, depuis les Malgaches œuvrent pour la consolider. Depuis vingt ans, les différents chefs d'état malgaches qui se sont succédés à la tête du pays ont insisté, chacun à sa manière, sur la nécessité de défendre l'unité nationale, de la renforcer.

le village dans la nation

Si, pour défendre l'unité nationale, la première république a jugé utile de favoriser la tendance centralisatrice de l'administration, depuis 1973 les divers gouvernements successifs ont opté pour la décentralisation afin de renforcer cette même unité nationale. Le **fokonolona** est alors remis en honneur aussi bien par le populiste Ratsimandrava que par le socialiste Ratsiraka.

L'ordonnance de mars 1973 proclame et organise le **fokonolona** comme point de départ de la «structuration du monde rural en vue de la maîtrise populaire du développement». Dans une étude fondamentale, Andriamirado montre que : «originellement, l'action «**fokonolona**» devait... se traduire par une libération économique basée sur l'autogestion à l'échelle villageoise et imposant des transformations en chaîne sur l'ensemble du procès de production et du circuit de commercialisation. Traduction des rapports ainsi transformés, la réforme administrative devait ainsi être une conséquence de la transformation des rapports économiques, du fait de la généralisation des **fokonolona**, et non l'objectif prioritaire de l'opération. En réalité, ce fut exactement l'inverse qui se passa.» (12)

(12) ANDRIAMIRADO (Sennen), *Heurts et malheurs des Fokonolona, Autogestion et Socialisme*, n° 39, septembre 1977, pp. 51-64.

(13) RATSIRAKA (Didier), *Charte de la révolution socialiste malagasy*, Tananarive, Imprimerie d'ouvrages éducatifs, 1975, format de poche (citation : p. 31).

(14) MARX (Karl), *Manuscrits de 1844*.

Les législateurs de 1973 ont, comme l'administration coloniale en 1902, commis la même erreur : celle de vouloir instituer un seul type de **fokonolona** dans toutes les régions de Madagascar. Or, la situation dans les régions riches productrices de café, vanille, coton, riz... où les terres ont été accaparées par des notables, souvent usuriers, n'est pas la même que celle que l'on rencontre dans les zones où les villages sont actuellement encore des villages-lignages. Entre ces deux extrêmes, il y a plusieurs types intermédiaires. Le **fokonolona** légal de 1973 ne correspondait pas toujours et partout au **fokonolona** réel. L'autogestion annoncée par les textes gouvernementaux a tourné court.

C'est devant cette situation que le Président Ratsiraka proclame le **fokonolona** socialiste — le mot est lancé — comme fondement de la République Démocratique de Madagascar. Dans la «Charte de la révolution socialiste malagasy», il déclare : «Nous sommes sûrs... que, seul, le socialisme dans le fokonolona est le moyen le plus efficace et le plus rapide d'atteindre nos objectifs de développement global, autonome, juste et équilibré» (13). Redonner aux villages leurs responsabilités, et pratiquer pour cela une véritable politique de décentralisation, sont des moyens sûrs pour bâtir la «nouvelle société», car, comme l'affirme le Président (Ratsiraka, 1975 : 15) : «Tant que se perpétuent les injustices criardes, tant que les Malgaches ne se considèrent pas comme également Malgaches, tant que subsistent les inégalités flagrantes entre les régions, entre les villes et les campagnes, entre les classes sociales et entre les individus, il ne peut pas y avoir d'unité nationale véritable, condition absolue de notre libération et de notre indépendance nationales.»

La réforme de 1975 est pleine de promesses, mais il ne faut peut-être pas oublier cette recommandation de Karl Marx : «... le but du socialisme n'est pas une productivité infiniment croissante, qui se heurterait vite aux limites du monde, mais l'établissement de relations fraternelles et égalitaires pour rendre à chaque groupe d'hommes son autonomie créatrice.» (14)

Manassé Esoavelomandroso

textes de référence

• «Aussi sommes-nous persuadés que seul l'octroi des responsabilités effectives introduites aux différents échelons, du fokontany jusqu'au faritany, permettra la mise en place des structures mobilisatrices.

«Nous sommes sûrs également que seul le socialisme dans le fokonolona est le moyen le plus efficace et le plus rapide d'atteindre nos objectifs de développement global, autonome, juste et équilibré.

«Nous sommes par conséquent convaincus que seules la démocratie socialiste et la décentralisation véritable dans le centralisme démocratique nous permettront de parvenir au développement harmonisé des régions, des villes et des campagnes.

«Nous voulons éliminer l'extraversion économique vis-à-vis de l'étranger. Nous devons, logiques avec nous-mêmes, éliminer l'extraversion économique des campagnes par rapport aux villes.

«Il faut assez rapidement former les membres du fokonolona et non pas seulement les membres du comité, pour qu'ils puissent assumer des responsabilités réelles locales, et pour qu'ils puissent véritablement compter sur eux-mêmes. Il ne faut pas que le fokonolona devienne une charge pour l'Etat, mais en revanche s'intègre comme agent et artisan efficace dans le circuit économique et monétaire.»

Ratsiraka, 1975 : 30-31

• «Dans ce contexte Etat Socialiste-fokonolona socialiste, la contradiction, que d'aucuns se plaisent à souligner, entre l'Etat et le fokonolona ne sera plus de mise. En effet, si le fokontany est le pouvoir révolutionnaire au niveau des villages, l'Etat représente le pouvoir révolutionnaire à l'échelle de la nation.»

Ratsiraka, 1975 : 33

• «... Les fokonolona socialistes sont censés être des collectivités décentralisées, maîtres des moyens de production, notamment la terre, que l'Etat lui confie ou lui cède. Mais, sous le prétexte d'impératifs économiques cardinaux, aucun changement ni de contenu ni de circuit de l'économie malgache ne semble encore être envisagé. Ainsi, l'assainissement et la survie économique imposent, semble-t-il, le maintien des choix antérieurs : priorité aux cultures d'exportation pour renflouer les réserves en devises ; monopole des entreprises publiques (désormais appelées socialistes) sur la collecte des produits agricoles. Il en résulte que l'opposition socialiste et autogestionnaire risque encore une fois d'être étouffée par la pérennisation de l'économie de traite que les seuls qualificatifs «révolutionnaire et socialiste» ne sauraient transformer en une économie autogérée. D'autant que même le bureau-

cratisme qui s'étend n'est pas en mesure de gérer «efficacement» un tel système.

Ces inconnues traduisent en vérité les ambiguïtés d'une économie «populaire» pourtant proclamée fondement d'un développement autocentré, pratiquée à Madagascar. De l'autogestion, seule la superstructure juridique existe. Mais la distorsion est telle entre tous les éléments de la superstructure socio-politique malgache que l'autogestion n'apparaît que comme un épiphénomène.

Distorsion d'abord entre les proclamations sur l'autogestion et un monolithisme d'Etat justifié par le principe du «centralisme démocratique». Il en résulte un risque de réabsorption des fokonolona dans un appareil dont le principal souci est de survivre et de se pérenniser : les fokonolona de l'autogestion s'opposent ainsi à un socialisme qui se réduit à l'omnipotence de l'Etat, proclamé délégataire des masses révolutionnaires.

Distorsion ensuite entre les choix de société. Les fokonolona, toujours selon la logique de l'autogestion, impliquent la transformation conséquente des structures qui les relaient. Ce qui n'est pas le cas. Seules les dénominations et la propriété des anciennes compagnies coloniales ont changé. Mais, même sous le contrôle de l'Etat depuis leur nationalisation, elles ne peuvent répondre qu'à leur vocation originelle : pérenniser l'économie de traite.

Andriamirado, 1977 : 62-63.

